Mais attention aux conflits communicationnels

- D'après Laurence Monnoyer-Smith, surtout, on peut discerner dans les dispositifs en ligne une volonté de la part des élus de limiter l'efficacité de ces outils. Ces outils, potentiellement très puissants et fédérateurs, seraient ainsi limités par les élus pour éviter des situations qui les dérangeraient.
- ❖ De plus, cette participation numérique s'opposerait à une vision républicaine de notre société, où la participation politique du citoyen se pense avec une forme d'effort. Le rejet du vote en ligne serait représentatif de cette vision de l'engagement politique. Au-delà de la question sécuritaire, ce serait surtout le manque d'effort qui serait problématique.
- Enfin, l'auteure insiste sur le fait que les outils participatifs, contrairement à ce que souhaitent certains, ne pourront jamais remplacer le système représentatif. Ils peuvent le compléter, pas le supprimer.

